



BILAN DE LA STRATEGIE NATIONALE DE PREVENTION ET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ EN 2021

Préfecture du Gard



LA STRATÉGIE DE PRÉVENTION ET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

Editorial

Le département du Gard qui compte 745 700 habitants, se caractérise par une précarité marquée. Le nombre de Gardois vivant sous le seuil de pauvreté a diminué. Cependant avec 11,5% de personnes vivant sous ce seuil, le Gard est en 2021, le 7^{ème} département le plus pauvre de France selon l'Observatoire des inégalités. Le taux de chômage est supérieur à la moyenne de France métropolitaine, 62% des ménages sont éligibles au logement social, près de 32 000 gardois perçoivent le RSA fin 2020.

Engagée en septembre 2018, la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté se déploie autour de 5 axes : garantir l'égalité des chances dès les premiers pas et conforter les droits fondamentaux des enfants ; garantir un parcours de formation pour tous les jeunes ; renforcer l'accès aux droits ; lutter contre les inégalités sociales de santé ; mieux accompagner vers l'action pour sortir de la pauvreté.

La CAF, le Pôle emploi, le Conseil départemental et les collectivités locales sont mobilisés aux côtés des services de l'État pour mettre en œuvre, dans leur champ de compétences, la stratégie en direction des publics précaires.

Dans le Gard, la dynamique s'illustre par le partenariat entre les services de l'État et le Conseil départemental pour la 3^{ème} année de mise en œuvre de la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi (CALPAE) et dans le déploiement de la convention pour la prévention-protection de l'enfance.

Elle se traduit également par 7 projets financés fin 2020 et 2021 sur les crédits régionaux de la stratégie et par 2 labels supplémentaires Points Conseil Budget délivrés fin 2021. Le département est désormais maillé de 5 Points Conseil Budget proposant un accompagnement budgétaire aux ménages en difficulté résidant en zones urbaines ou rurales.

Pour prévenir l'aggravation de la situation des ménages du fait de la crise sanitaire et renforcer la cohésion dans les territoires, la mobilisation se concrétise en outre par le plan de relance. 17 projets gardois ont été soutenus par France Relance volet « soutien aux associations » du ministère des solidarités et de la santé et volet « alimentation locale et solidaire » du ministère de l'agriculture et de l'alimentation.

Dans le présent bilan, vous découvrirez la diversité des initiatives qu'elles soient d'envergure départementale ou adaptées aux besoins des plus précaires en zone urbaine, périurbaine ou rurale.

Ces actions permettent d'améliorer le maillage territorial de l'accès aux droits par le développement de modalités itinérantes d'« aller vers », de valoriser le pouvoir d'agir des personnes bénéficiaires des services sociaux et de l'aide alimentaire, de proposer des solutions facilitatrices pour accéder à un emploi ou une formation, notamment pour les jeunes. Enfin, des subventions exceptionnelles d'investissement ont rendu possible les opérations de restructuration immobilière des lieux d'accueil et d'hébergement de l'association RIPOSTE à Bagnols-sur-Cèze et de l'accueil de jour et d'hébergement d'urgence pour les femmes et familles de la Croix Rouge Française à Nîmes.

Les services de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DDETS) sont à votre disposition pour recueillir vos propositions de nature à amplifier la dynamique inter-institutionnelle et partenariale suscitée par la mise en œuvre de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté.

Je vous en souhaite une bonne lecture,

**Marie-Françoise Lecaillon,
Préfète du Gard**

AU CŒUR DES AXES DE LA STRATÉGIE DE PRÉVENTION ET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

1. Les chiffres de la contractualisation Etat/Conseil départemental en 2021

La convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi (CALPAE)

Le soutien financier de l'Etat à la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté pour l'accès à l'emploi (CALPAE) s'est élevé à **2 761 809 € en 2021** représentant une augmentation de 23 % par rapport à 2020.

1 209 643 €	pour l'accompagnement et l'orientation des bénéficiaires du RSA
110 000 €	pour l'accueil social inconditionnel de proximité
225 000 €	pour la prévention spécialisée
123 000 €	pour lutter contre les sorties sèches de l'Aide Sociale à l'Enfance
1 094 166 €	pour soutenir des actions d'initiative départementale

La convention prévention et protection de l'enfance

Le conseil départemental du Gard, l'ARS et l'Etat ont signé en décembre 2020 une convention pluriannuelle, expérimentale pour la prévention et la protection de l'enfance autour des objectifs suivants : agir le plus précocément possible pour répondre aux besoins des enfants et de leurs familles, sécuriser les parcours des enfants protégés et prévenir les ruptures, donner aux enfants les moyens d'agir et garantir leurs droits, préparer leur avenir et sécuriser leur vie d'adultes. En 2021, l'Etat et l'ARS ont concouru à hauteur de **1,2 million d'euros** à la réalisation des actions initiées.

2. Les projets soutenus par l'Etat pour répondre aux axes de la Stratégie

Au-delà des crédits d'Etat mobilisés pour les contractualisations avec le conseil départemental, plusieurs projets du Gard ont été soutenus par les crédits du commissaire à la lutte contre la pauvreté en région Occitanie et le plan de relance 2021. Les crédits ainsi obtenus pour les associations, actrices de la stratégie dans le Gard, s'élèvent à **1,360 million d'euros**, représentant 13,5 % des crédits des enveloppes régionales des différents appels à projets, auxquels s'ajoutent **515 000 €** provenant de la DIHAL sur des projets sélectionnés sur ses appels à candidatures.

L'axe 1 de la stratégie : garantir l'égalité des chances dès les premiers pas, est plus particulièrement investi par les CAF, le bilan régional du commissaire à la lutte contre la pauvreté présente les principales avancées.

Axe 2. Garantir un parcours de formation pour tous les jeunes leur permettant de construire leur avenir

Lutter contre le décrochage scolaire et mettre en œuvre de l'obligation de formation des 16-18 ans

Dans le cadre du Parcours d'Accompagnement Contractualisé vers l'Emploi et l'Autonomie (PACEA), avec les crédits commissaire de la stratégie (appel à projets fin 2020 mise en œuvre en 2021), la **Mission locale Jeunes Alès Pays Cévennes** a mobilisé une cinquantaine de jeunes sur un recueil des besoins et attentes de jeunes décrocheurs(ses). Ce travail interactif a abouti à un plan de remobilisation pour maintenir les jeunes dans l'accompagnement et raccrocher les jeunes à leur projet. Ce plan de remobilisation a été présenté aux partenaires en septembre 2021.

L'APEDM ST JOSEPH à Alès accueille des jeunes sous protection de l'enfance. Pour favoriser l'insertion professionnelle, le foyer St Joseph a mis en place un dispositif appelé « défi d'ado » proposant des ateliers professionnalisants pour les jeunes entre 15 et 20 ans. Les crédits commissaire de la stratégie (appel à projet fin 2020) ont permis de créer en 2021, un atelier « code

et mobilité » pour passer le permis de conduire, être ainsi mobile dans les démarches d'insertion. L'action emporte un réel engouement.



Axe 3. Renforcer l'accès aux droits et rendre la vie quotidienne plus facile

La promotion des formules itinérantes d'accompagnement social pour lutter contre le renoncement aux droits :

L'espace de vie sociale de l'association Calade en territoire Pays de Sommières crée un espace socioculturel itinérant offrant un soutien à la parentalité et favorisant l'accès aux droits des jeunes invisibles. Le plan de relance a soutenu le projet d'acquisition d'un véhicule aménagé.

Les partenaires associés sont nombreux pour créer une réelle dynamique de territoire : communauté de communes du Pays de Sommières, communes et CCAS, associations locales, écoles, CAF, professionnels de santé, Protection Maternelle et Infantile, service territorial du Conseil départemental, mission locale jeunes. 400 bénéficiaires sont attendus.

Centre social intercommunal Pierre Mendès France à St Quentin la Poterie, l'action Vice et versa

Le centre social entend gagner en proximité et en efficacité en faisant émerger les besoins du territoire. L'aide du plan de relance a permis d'ouvrir des permanences dans les communes de Saint Quentin la Poterie, Montaren, la Bruguière. En complémentarité avec la « Maison France Services Itinérance » de la MSA créée en 2021, ce projet assure une couverture complète de ce territoire situé au nord ouest du département comptant environ 12 000 habitants.

Le PIMMS mobile à Nîmes et communes environnantes

Le Point d'Information, Médiation Multiservices (PIMMS) de Nîmes est un lieu de proximité et de solidarité qui accueille, accompagne et facilite l'accès aux droits. Avec le soutien des crédits commissaire de la stratégie (appel à projets fin 2020), le PIMMS, labellisé Point Conseil Budget depuis 2019, s'est équipé d'un bus labellisé France Services. Lors des permanences, les habitants bénéficient gratuitement d'un accueil de proximité et d'un espace numérique. L'itinéraire, défini avec les mairies des communes concernées et les services existants des partenaires locaux, couvre 3 quartiers de Nîmes et 3 communes à proximité. En 2021, 165 permanences ont été réalisées suscitant 620 visites et 1217 services rendus.

Accompagner les personnes en grande marginalité

Le déploiement du coffre fort numérique à l'accueil de jour (ADEJO) du Groupe SOS SOLIDARITES

Le coffre-fort numérique permet de conserver des copies numérisées de documents administratifs, d'enregistrer des événements avec rappel par SMS, de conserver contacts et notes utiles. L'outil est traduit dans plusieurs langues et accessible depuis un ordinateur ou un téléphone. Les informations stockées peuvent être partagées ou non avec les professionnels qui accompagnent la personne. Le projet soutenu par les crédits commissaire de la stratégie (appel à projets fin 2021) entend faciliter les démarches dans les parcours d'accès ou de maintien des droits. En 2022, sera créé un espace numérique à l'ADEJO avec un atelier collectif par semaine (48 ateliers dans l'année) et 4 demi-journées par semaine pour ouvrir des coffres forts individuels. La cible est de 200 coffres ouverts dans l'année. Sont prévues 15 rencontres partenariales et une campagne de communication pour promouvoir cette initiative.

Lutter contre la précarité alimentaire

Dans le but de remédier aux zones blanches, d'améliorer la couverture géographique en développant l'« aller vers », la distribution alimentaire (et l'accompagnement social sous-tendu par cette action) a été considérablement renforcée dans le Gard avec la stratégie de lutte contre la pauvreté et le plan de relance.

Les **Restos du cœur** ont ajouté des tournées alimentaires au nord du département (St Hilaire de Brethmas, Génolhac, Chamborigaud, la Vernarède, St Quentin la Poterie, Montaren et Barjac). 2 « solidaribus » du **Secours Populaire Français** sillonneront prochainement une vingtaine de communes dans le secteur de la Grand Combe et autant dans le secteur Gard Rhodanien. Le **Centre Social Intercommunal Lucie Aubrac** va créer une épicerie itinérante desservant des communes de la vallée du Galeizon au nord du département.

Le maillage des épiceries sociales et solidaires a été renforcé avec la création par le **CCAS de Calvisson** d'une épicerie solidaire, le **Secours catholique** réactive l'épicerie sociale d' Aramon.

En centre ville de Nîmes dans un ancien restaurant, la **Croix Rouge française** a ouvert une table solidaire pour les ménages hébergés à l'hôtel, point de départ d'une coordination interassociative de l'aide alimentaire et d'ateliers collectifs autour de la préparation de repas partagés et de la diététique.

Le plan de relance a permis de soutenir des investissements de modernisation à la **Banque alimentaire du Gard** et au **Secours populaire français**.

La cartographie du maillage territorial de l'aide alimentaire est désormais consultable sur le site internet de la Banque alimentaire du Gard (<https://ba30.banquealimentaire.org>). Elle sera mise à jour de ces actions nouvelles à mesure de leur opérationnalité.

Axe 4. Lutter contre les inégalités sociales de santé

En 2021, l'État et le Conseil départemental du Gard ont décidé de financer dans la CALPAE, pendant un an, une **équipe mobile pluridisciplinaire au SIAO** (porté par la Croix Rouge française). L'équipe se compose d'un travailleur social et d'un infirmier. En relais peut intervenir l'expertise de médecins de l'antenne médicalisée de la croix rouge française. L'objectif est d'aller vers les ménages mis à l'abri à l'hôtel pendant la crise sanitaire pour faire émerger une solution de sortie accélérée, dès que possible vers le logement.

L'enjeu de cette action repose sur la capacité à créer un réseau de professionnels mobilisés sur les questions sociales et sanitaires, de diffuser une culture commune des fondamentaux du « logement d'abord » par l'interface entre le SIAO, les travailleurs sociaux prescripteurs, les acteurs de l'hébergement et du logement. Entre le 1er juillet et le 31 décembre 2021, l'équipe mobile pluridisciplinaire a rencontré 105 ménages à l'hôtel. 52 ménages ont quitté l'hôtel avec une

solution adaptée à leur situation sociale ou de santé. 17 ménages ont accédé à un logement autonome ou adapté (33% des sorties positives) et 28 à un hébergement (urgence ou CHRS, soit 54% des sorties). Le travail en réseau aboutit à des orientations plus favorables au logement. Cette action apporte une connaissance des besoins en soins qui peuvent freiner un projet logement ou l'entrée dans un établissement d'hébergement.

Cette mission contribue à enrichir la fonction **observatoire social du SIAO départemental** qui par ailleurs bénéficie du plan de relance pour recruter pendant un an, une chargée d'étude dont les travaux étayeront les axes d'évolution de l'offre d'hébergement, de logements adaptés et d'accompagnement social pour l'accès ou le maintien dans le logement.

Axe 5. Mieux accompagner vers l'action pour sortir de la pauvreté

L'insertion par l'emploi

L'association « **Le Logis du Soleil** » sur le territoire Gard Rhodanien assurait le fonctionnement d'une épicerie solidaire. En 2020, une subvention de la stratégie (crédits commissaire) a permis d'ouvrir à Pont Saint Esprit, une Table solidaire qui assure en moyenne 40 repas/jour.

Avec le plan France Relance, l'association étend son offre au portage alimentaire dans un périmètre de 25 Kms et ouvre 2 épiceries solidaires supplémentaires qui desserviront les habitants de Goudargues, Saint Nazaire et Saint Julien de Peyrolas.

Sera créé en centre ville de Pont Saint Esprit, un jardin potager partagé pour favoriser des liens sociaux de proximité entre les habitants et créer un cycle complet de culture, récolte et distribution de produits frais à des ménages à faibles revenus du quartier (QPV), des épiceries sociales et de la table solidaire.

En 2021, l'association a reçu pour l'ensemble de ses activités intégrées, un agrément entreprise d'insertion permettant de créer des emplois dans le domaine de la restauration et de la logistique.



Lever les freins à la mobilité pour favoriser l'insertion professionnelle et lutter contre l'isolement socio-économique

L'association **PEPS** (Professionnalisation par l'Education Populaire et Solidaire) située dans le Gard Rhodanien propose un service social et solidaire Auto'Mobil.

Cette plateforme mobilité développe une réponse globale aux freins à la mobilité avec des ateliers collectifs à Pont Saint Esprit et Bagnols-sur-Cèze et en 2021, un service de location solidaire. Le Plan France Relance a permis l'achat des 4 véhicules. 2 véhicules supplémentaires ont été achetés

ou acquis grâce au mécénat et au don. L'appel d'offre Région et Pôle emploi permet de recruter des personnels dédiés à la plateforme pour couvrir les territoires de Beaucaire et Villeneuve-lès-Avignon.

Pour 5 €/jour, une personne peut louer un véhicule pour se rendre à une formation ou un emploi. La plateforme mobilité a accueilli 45 personnes en 2021 majoritairement orientées par Pôle Emploi, les services territoriaux du conseil départemental et les relais emploi participant au réseau de l'accueil social de proximité soutenu par la CALPAE.

2/3 du public sont des femmes, résidant majoritairement sur les communes de Bagnols-sur-Cèze et Pont Saint Esprit et particulièrement dans les quartiers politique de la ville.

En 2022, la plateforme s'étoffera d'un garage solidaire soutenu en investissement par le plan de relance.

Développer le pouvoir d'agir pour accéder à une alimentation de qualité en circuits courts

L'association La gerbe à Lézan propose des hébergements d'urgence, des logements en pension de famille et une maison en partage de 6 logements pour des personnes âgées. L'association anime un espace de vie sociale où les habitants des structures, du village de Lézan et alentours se retrouvent autour d'activités collectives centrées sur les valeurs de solidarité, citoyenneté et d'expression individuelle et collective (soutien à la parentalité, aide aux devoirs etc ...). En 2021, l'espace de vie sociale qui proposait « un jardin pour tous », a enrichi son action d'un café-restaurant solidaire « le temps partagé » en plein coeur de Lézan, soutenu par le plan de relance-volet alimentation locale et solidaire.

L'association a aussi engagé la restauration d'un ancien mas agricole à Molières-Cavaillac pour y créer des logements solidaires. Le plan de relance permet d'apporter une aide à l'investissement pour créer un atelier de transformation des fruits et légumes récoltés au « jardin pour tous » ou sur le terrain agricole à proximité et une conserverie qui sera à disposition des habitants du Mas Latour et des environs.

Le Secours Catholique du Gard a porté deux projets sur le thème de l'accès à une alimentation locale de qualité pour les publics en situation de précarité.

L'action « **les Paniers Solidaires** » qui se déploie sur plusieurs communes du sud du département, met en réseau producteurs locaux, citoyens et partenaires associatifs ou institutionnels afin de contribuer à l'évolution des politiques alimentaires locales et départementales. Fin 2021, 6 400 paniers à 5.50€ ont été distribués.

A Alès, « **la Main Verte** » développe des activités extérieures en jardin partagé pour permettre un accès à une alimentation équilibrée, sensibiliser à l'environnement, faire émerger des compétences. L'action rassemble une cinquantaine de personnes.



Contacts :

Eric PELISSON

Commissaire à la lutte contre la pauvreté

eric.pelisson@occitanie.gouv.fr

Préfecture de la région Occitanie

1 Place Saint-Etienne

31038 TOULOUSE Cedex 9

Tél : 05 34 45 38 01 www.lutte-pauvrete.gouv.fr

Véronique SIMONIN

Directrice départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Gard

veronique.simonin@gard.gouv.fr

Mas de l'Agriculture

1120 Route de Saint-Gilles BP 39081

30972 NIMES CEDEX 9

Tél : 04 30 08 61 20 www.gard.gouv.fr

Frédérique MARTINEZ-VILAIN

Chargée de mission de coordination des politiques contractuelles

frederique.vilain@gard.gouv.fr

Mas de l'Agriculture

1120 Route de Saint-Gilles BP 39081

30972 NIMES CEDEX 9

Tél : 04 30 08 61 93

marie.baroso@gard.gouv.fr

Assistante aux missions de coordination des politiques contractuelles

Mas de l'Agriculture

1120 Route de Saint-Gilles BP 39081

30972 NIMES CEDEX 9

Tél : 04 30 08 61 92